

Relations et réconciliation avec les peuples autochtones



la Confédération
de demain

RAPPORT TIRÉ DU SONDAGE
DE 2021 AUPRÈS DES CANADIENS
SUR LA CONFÉDÉRATION
DE DEMAIN

Sommaire

JUIN 2021

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
UREGINA ▽ USASK

IRPP

INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **StFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Les sondages sur la Confédération de demain sont des enquêtes annuelles menées conjointement par les grands organismes de politiques publiques suivants : **l'Environics Institute for Survey Research, Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique – Constitution et Fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques, le Brian Mulroney Institute of Government et la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy.** Ils permettent aux Canadiens d'exprimer leur avis sur les grands enjeux qui orientent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. L'enquête de 2021 repose sur un sondage auprès de 5 814 adultes, mené en ligne du 25 janvier au 17 février (dans les provinces) ainsi qu'en ligne et au téléphone du 25 janvier au 1er mars (dans les territoires) Les sondages précédents avaient été menés en janvier 2019 et en janvier 2020. Les résultats du sondage sont pondérés selon la région, le genre, l'âge, la langue, le niveau d'éducation, le statut d'immigrant et l'identité autochtone afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs à l'échelle nationale. Lorsque les résultats sont présentés pour les territoires (individuellement ou combinés), ils sont pondérés séparément afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs de cette région.

Ce rapport résume les avis exprimés par des Canadiens autochtones et non autochtones. L'échantillon du sondage comprenait 775 personnes s'identifiant comme Autochtones dont 332 comme membres des Premières Nations, 323 comme Métis et 91 comme Inuits, 16 ayant fourni une autre identité (généralement l'une des Premières Nations) et 13 n'ayant pas précisé leur identité.

Sommaire

Avant l'apparition de la pandémie de COVID-19 au Canada, au début 2020, les manchettes portaient principalement sur les manifestations liées aux Autochtones revendiquant leurs droits ancestraux en matière d'exploitation des ressources naturelles. L'urgence sanitaire a bientôt éclipsé leurs revendications, sans nécessairement les faire tomber dans l'oubli. Car depuis, les Canadiens non autochtones se montrent à la fois plus favorables à ces droits et plus préoccupés par la lenteur des progrès de la réconciliation avec les peuples autochtones. Ils sont aussi plus nombreux à penser que chaque citoyen doit jouer un rôle dans le processus de réconciliation.

Ce rapport résume les avis exprimés par des Canadiens autochtones et non autochtones. Précisons que ses conclusions sont tirées d'un sondage mené avant la découverte en mai 2021 des restes de 215 enfants autochtones sur le site de l'ancien pensionnat de Kamloops, en Colombie-Britannique.

Attachement des Autochtones à leurs nations et communautés

Une nette majorité d'Autochtones (70 p. 100) se disent plutôt ou très attachés à leur propre nation ou communauté autochtone. Cet attachement est particulièrement fort chez les jeunes, surtout ceux qui s'identifient comme Métis.

Une majorité d'entre eux se disent très attachés au Canada et près de 90 p. 100 se disent assez ou très attachés au Canada. Cet attachement est même plus fort chez les jeunes Autochtones que chez les autres jeunes du pays. À noter que les sentiments se recoupent chez la plupart des Autochtones, près des deux tiers se disant attachés au Canada tout autant qu'à leur nation ou communauté.

Leadership et représentation

Les deux tiers des Autochtones font beaucoup ou un peu confiance aux leaders des organisations autochtones. Cette confiance s'exprime le plus fortement chez ceux qui s'identifient comme Inuits, mais elle est aussi relativement élevée chez ceux qui s'identifient comme Métis ou membres des Premières Nations. Les Autochtones sont ainsi nettement plus enclins à faire confiance à leurs propres leaders qu'aux autres dirigeants politiques ou aux gouvernements.

S'ils font beaucoup plus confiance aux leaders des organisations autochtones que les autres Canadiens, les Autochtones sont moins enclins que ceux-ci à faire confiance aux autres dirigeants politiques ou aux gouvernements. Par rapport aux Canadiens non autochtones, ils tendent aussi à faire davantage confiance aux dirigeants des groupes environnementaux.

Pour ce qui est du gouvernement qui représente le mieux leurs intérêts, Canadiens autochtones et non autochtones se montrent tout aussi hésitants. Chez les Autochtones, une faible majorité relative estiment que leurs intérêts sont mieux défendus par leur gouvernement provincial ou territorial, mais presque autant citent leur gouvernement autochtone. Moins nombreux sont ceux qui citent le gouvernement fédéral. À une mince majorité relative, ceux qui s'identifient comme membres des Premières Nations citent leur gouvernement autochtone.

État actuel des relations entre Canadiens autochtones et non autochtones

Les Canadiens divergent passablement d'avis sur l'état des relations entre peuples autochtones et non autochtones, même s'ils sont plus enclins à les juger négativement que positivement. Près de la moitié estiment ainsi qu'elles sont plutôt ou très négatives. L'évaluation s'était quelque peu assombrie dans la première moitié de 2020 par suite du conflit sur les droits ancestraux de la nation wet'suwet'en, qui avait provoqué manifestations et blocages partout au pays, mais elle s'est légèrement améliorée depuis.

À l'heure actuelle, les Autochtones sont plus enclins que les autres Canadiens à juger favorablement ces relations. Ce qui marque une évolution par rapport à l'an dernier, quand les deux groupes étaient d'avis à peu près semblable.

Les différends entre gouvernements autochtones et non autochtones portent souvent sur le contrôle des terres (ou des océans) et de leurs ressources. Mais les Canadiens eux-mêmes restent largement favorables au principe selon lequel l'exploitation des ressources en territoire autochtone nécessite le consentement des communautés qui y vivent. Aujourd'hui, sept Canadiens sur dix estiment ainsi qu'on ne peut exploiter ces ressources sans leur accord.

Progrès de la réconciliation

À deux contre un, les Canadiens sont plus enclins à considérer que les gouvernements du pays ne sont pas allés assez loin pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones qu'à juger qu'ils sont allés trop loin. C'est surtout dans le Nord où la proportion qui juge les efforts insuffisants est la plus élevée, et dans l'Ouest où cette proportion est la moins élevée.

La proportion de Canadiens qui jugent ces efforts insuffisants a augmenté depuis un an, dans l'ensemble du pays comme dans chaque région. C'est dans les provinces atlantiques que cette progression est la plus marquée, notamment en Nouvelle-Écosse.

Pour 70 p. 100 des Canadiens, chaque citoyen a aussi un rôle à jouer dans le processus de réconciliation, soit la plus forte proportion depuis deux ans.

Parallèlement, 60 p. 100 disent connaître l'histoire des pensionnats autochtones au Canada, tout particulièrement les 18-24 ans. Chez les non-autochtones, ceux qui disent connaître très bien cette histoire sont plus enclins que ceux qui la connaissent moins à dire que les Canadiens ont un rôle à jouer pour faire avancer la réconciliation.

Enfin, les Canadiens sont légèrement plus enclins à se montrer optimistes que pessimistes face à la possibilité d'une véritable réconciliation. Un peu plus de la moitié se disent ainsi plutôt ou très optimistes quant aux progrès qui seront accomplis dans les dix prochaines années. Un optimisme que partagent en proportions semblables Canadiens autochtones et non autochtones.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf.uqam.ca/>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

LE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.mulroneyinstitute.ca

LA JOHNSON SHOYAMA GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (JSGS)

Créée en 2007 par l'Université de Regina et l'Université de la Saskatchewan, la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy (JSGS) est reconnue pour ses formations innovatrices et ses programmes de microcrédit pour les étudiants diplômés et les praticiens des politiques publiques. À travers ses recherches qui poussent à la réflexion, la JSGS propose une perspective saskatchewanaise sur les enjeux politiques locaux, provinciaux, nationaux, et mondiaux sur des sujets tels que l'innovation, la science, les technologies, la société, les inégalités et la gouvernance. www.schoolofpublicpolicy.sk.ca

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible. <https://www.environmentalinstitute.org>

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
URREGINA ■ USASK

IRPP

INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **StFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT



**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survey Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org